

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Parce que, monsieur le Président, comme le très honorable John Diefenbaker l'a dit un jour, le parti progressiste conservateur préconise un nationalisme économique positif qui signifie emplois et croissance. C'est vers ce but que tendent nos efforts.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Entre autres questions que je me suis fait poser à New York, la banque Chase Manhattan m'a demandé où était Ed.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: J'ai répondu que je le verrais.

M. Hnatyshyn: Il se promène dans sa voiture de maître.

M. Mulroney: A cause de la situation dont nous avons héritée, et que mon collègue connaît bien, soit un nombre de chômeurs qui dépasse le million et demi, nous avons cru de notre devoir de tenter d'attirer les capitaux canadiens et internationaux dont nous avons besoin pour donner des emplois aux Canadiens et nous redonner une vigueur nouvelle à l'économie de notre pays. Nous avons jugé que c'était un moyen non pas préjudiciable mais positif d'arriver à cette fin, et nous avons l'intention d'y recourir pour donner du travail aux Canadiens.

M. Broadbent: Je rappelle au premier ministre que l'une des premières initiatives de John Diefenbaker fut de mettre fin à la production des avions Arrow et d'exporter aux États-Unis tous ces emplois dans la construction d'appareils perfectionnés. Il est donc le digne disciple de son maître.

LA SURVEILLANCE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES PAR L'AGENCE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais demander au premier ministre d'interrompre son charmant discours un instant pour répondre à la question. Sait-il que l'Agence d'examen de l'investissement étranger a effectué une étude interne selon laquelle la majorité des sociétés étrangères qui se sont soumises à son examen ont élargi leurs effectifs canadiens, ont fait davantage de recherches et de développement et ont accru leurs achats d'autres produits canadiens? Autrement dit, comme elles se sont soumises à l'examen de l'AEIE et qu'elles respectent certaines normes canadiennes, elles servent non seulement les intérêts de leurs investisseurs, mais également ceux du Canada. Pourquoi le premier ministre a-t-il décidé de tout vendre aux États-Unis, alors que nous avons ce genre d'organisme et que nous avons besoin d'emplois pour les Canadiens?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, contrairement au chef du NPD, je sais parfaitement qui sont nos amis. Je dirai sans hésiter que les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et nos autres alliés traditionnels sont nos amis et que nous devons les traiter comme tels et non pas en ennemis.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: C'est ce qui nous distingue des néo-démocrates.

Questions orales

Quant à ce que j'ai déclaré, je suis plutôt d'accord avec le chef de l'opposition qui a dit de nombreuses fois, et à juste titre, lorsqu'il brigait la direction de son parti, que le Programme énergétique national et l'Agence d'examen de l'investissement étranger avaient tous deux envoyé des messages négatifs et hostiles dans le monde entier, empêchant le Canada d'obtenir les capitaux d'investissement dont il avait besoin pour créer des emplois.

M. Deans: C'est ridicule. Vous vous trompez tous les deux.

M. Mulroney: J'ai moi-même failli voter pour lui.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Je sais que nous obtiendrons la coopération du chef du NPD, car les Canadiens veulent des emplois. Ils veulent que l'on crée des emplois, et nous avons besoin de capitaux d'investissement pour créer les centaines de milliers d'emplois dont les Canadiens ont besoin.

M. Broadbent: Monsieur le Président, le premier ministre a déclaré qu'il était en accord avec le chef de l'opposition sur ce point. Cela ne me surprend pas. Ils étaient d'accord sur presque tout durant la campagne électorale. Les Canadiens ne sont pas le moins du monde surpris.

M. Turner (Vancouver Quadra): Demandez-lui de rendre l'automobile, Brian.

LES RAISONS DE SUPPRIMER L'AGENCE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais demander au premier ministre de mettre son intérêt de côté pour répondre à la question qui lui a été posée. La voici. L'Agence d'examen de l'investissement étranger vise à accueillir l'investissement étranger s'ils profitent tant aux Canadiens qu'à l'investisseur lui-même. Dans pratiquement tous les autres pays industrialisés du monde, notamment les États-Unis, le Japon, la France et l'Allemagne de l'Ouest, on retrouve l'équivalent de cette agence. Ainsi, pourquoi, au nom du ciel, alors que nous avons besoin de 1.5 million d'emplois, le gouvernement du Canada a-t-il décidé de mettre de côté cet instrument constructif conçu pour protéger les intérêts des Canadiens?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, dans les pays dont a parlé mon honorable collègue, ce qu'on retrouve, ce sont des organismes chargés de s'occuper de l'entrée des capitaux étrangers. Cependant, ces organismes, au lieu d'être rétrogrades et régressifs comme l'Agence d'examen de l'investissement étranger, ressemblent beaucoup plus à Investissement Canada, qui a une dimension constructive. Je sais que l'Opposition souscrira sans réserve à ce que nous essayons de faire.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Le député de Saint-Henri-Westmount applaudissait vigoureusement, hier soir, à New York.